

# L'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

vendredi  
5 mars 1976  
No 442  
1,50 F

B.P. 61  
75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72  
La Source

Commission paritaire  
No 47 291

## Paris 21 mars-10 heures GRAND DEFILE POUR LE 105<sup>ème</sup> ANNIVERSAIRE DE LA COMMUNE

Comme le savent déjà nos lecteurs, nous avons invité les formations se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsetoung à organiser avec nous la célébration de la Commune de Paris, première dictature du prolétariat de l'Histoire. La Commune fut proclamée le 18 mars 1871. Le 18 mars 1976 tombant un jeudi, nous avons proposé à nos camarades des diverses organisations de fixer au dimanche 21 mars la date du défilé traditionnel, dont nous avons pris l'initiative l'année dernière non sans succès.

Peu de formations ont répondu à notre suggestion. Nous pensons que certaines d'entre elles, qui ont une attitude unitaire habituellement juste, n'ont pas reçu, ou du moins pas en temps voulu, nos lettres.

Par contre, au cours de deux réunions, nous ne sommes pas parvenus à faire progresser positivement l'esprit unitaire susceptible de renforcer le succès de la manifestation envisagée, déjà assuré avec nos seules forces.

Le groupe «Drapeau rouge», auquel nous allons sous peu ouvrir nos colonnes, est resté sur ses positions : refus de l'unité d'action tant que ne s'est pas réalisée l'unification politique. Comme s'il n'y avait pas, justement, une relation tout à fait efficace entre les deux ! Ces camarades veulent commencer par la fin et non par le début du processus d'unification. Nous en prenons acte, bien obligés ! Ces camarades ne participeront pas à la commémoration de la victoire de la première dictature du prolétariat ! Cela n'aura certes pas beaucoup de conséquences du point de vue quantitatif, puisqu'il s'agit d'une formation aux effectifs très modestes. Mais nous ne le regrettons pas moins dans la mesure où nous ne faisons aucune différence entre nous-mêmes et des groupes par rapport à nos importances respectives, mais tenons seulement compte des contenus idéologiques et politiques respectifs. Et pour nous tout ce qui peut perpétuer la division des militants se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsetoung face aux ennemis de classe de la classe ouvrière est néfaste et contraire à ce qu'attendent les travailleurs.

(Suite page 3)

## A Narbonne et à Montpellier, pour la libération de cinq des leurs

# REVOLTE DES VIGNERONS



En décembre dernier, les viticulteurs du Midi avaient déjà barré les routes menant à Sète, où on débarque le vin importé (Photo Gaillac).

Les vigneron du Languedoc-Roussillon sont passés à l'action mercredi soir contre la provocation policière du pouvoir consistant à arrêter à Narbonne et à Montpellier cinq viticulteurs pour interrogatoire, suite aux mouvements contre les gros négociants spéculateurs.

En l'espace de quelques heures, des centaines de travailleurs de la vigne se rendaient sur les lieux de ces arrestations arbitraires. A Narbonne, ils n'hésitèrent pas à séquestrer un capitaine de gendarmerie, et manifestèrent tard dans la nuit dans les rues de la ville. A

Montpellier, même chose, plusieurs centaines de viticulteurs manifestèrent pour exiger la libération sur-le-champ de leurs deux camarades, faute de quoi, ils «seraient obligés de passer par des moyens plus persuasifs».

La colère des vigneron

## ALGER: LE CHATIMENT

A l'issue du procès des poseurs de bombes, la cour de sûreté de l'État algérien a prononcé mercredi soir trois peines de mort ainsi qu'une condamnation à l'emprisonnement à perpétuité. Le 3 janvier dernier les membres de ce réseau terroriste avaient organisé un attentat contre les locaux du journal algérien «El Moudjahid». Le groupe terroriste était également à la base de l'attentat commis en décembre 1973 contre le consulat d'Algérie à Marseille qui avait fait quatre morts. Il avait également participé aux attentats, en 1975, contre les locaux de l'Amicale des Algériens à Paris, Lyon et Roubaix.

(Suite page 2)

doit être d'autant plus grande que rien n'a été fait réellement jusqu'à présent pour que des mesures soient appliquées dans le but de garantir le revenu et en définitive la survie des plus nécessiteux.

(Suite page 3)

## Redon Unifer GREVE ILLIMITEE

SIBF-Unifer travaille en sous-traitance pour Renault-Citroën-Peugeot et fabrique sièges, garnissage-cabines tracteurs. Elle emploie 880 ouvriers à Redon et à St-Nicolas de Redon.

Les ouvriers y connaissent une exploitation féroce : 2 exemples.

— Les salaires sont lamentables : un OS tourne autour de 1 550 F par mois. Le rendement doit être tenu tous les jours : une journée en dessous et la prime saute pour le mois.

— 6 jours d'absence et la moitié du 13<sup>ème</sup> mois saute. 9 jours : plus rien, etc.

Vendredi à l'usine Briangaud-Redon en assemblée générale les travailleurs décident la grève illimitée avec occupation.

Leurs revendications :

- 200 F uniformes pour tous ;
- pas de salaire inférieur à 1 700 F ;
- suppression des 6 jours de carence.

La CFDT essaie d'entraîner les délégués CGT. En vain. L'un de ceux-ci insiste surtout sur les «inconvenients de la grève». Selon lui «la direction a tous les atouts en mains».

La CFDT décide alors d'appuyer à fond les travailleurs.

Les ouvriers de Redon vont défilé dans les ateliers de St-Nicolas de Redon et entraînent leurs camarades dans la grève.

- Lundi : la grève s'organise :
- les expéditions sont bloquées ;
  - les issues barricadées ;
  - des équipes constituées pour l'occupation.

Des commissions sont prévues pour : populariser la lutte, organiser l'occupation, voir comment entraîner les 235 jeunes embauchés sous contrat.

Un comité de grève est envisagé pour associer (en l'absence des délégués CGT) tous les travailleurs, syndiqués CGT-CFDT et non-syndiqués, à la conduite de la lutte.

Un comité de soutien va être mis en place sous la direction des grévistes pour soutenir leur lutte ainsi que celle des travailleurs de Régent eux aussi en grève illimitée.

Les ouvriers sont décidés à aller jusqu'au bout avec le soutien de toute la classe ouvrière de Redon.

Approuvé par l'équipe d'occupation de nuit.  
Correspondant HR.

## ESPAGNE

# Trois manifestants assassinés

Trois manifestants, ouvriers et étudiant, ont été tués par la police dans la soirée de mercredi dans la ville de Vitoria, dans la province d'Alava, au Pays basque. La ville se trouvait pratiquement en état de siège depuis mercredi matin.

Quatre vingt pour cent de la population ouvrière de la ville, soit environ 30 000 personnes, était en grève depuis mercredi matin pour appuyer une demande d'augmentation de salaires et dénoncer le comportement des syndicats officiels. Des piquets de grève étaient placés devant les usines.

Tous les magasins de la ville avaient baissé leurs rideaux. La police patrouillait dans la ville et a utilisé des grenades lacrymogènes pour disperser les manifestants qui ont renversé des voitures et tenté de dresser des barricades. Les étu-

dants, qui n'ont pas de cours le mercredi, s'étaient joints aux manifestants.

Depuis les premiers jours de janvier, d'importants mouvements de grève, concernant de 5 500 à 10 000 ouvriers, n'ont cessé de se dérouler à Vitoria. Les grévistes appartiennent presque tous à trois entreprises : les forges d'Avala, la société «Jevosa», qui monte des camionnettes, ainsi que Michelin.

Les manifestants parcourraient la ville par milliers. La police décidait de disperser certains groupes et les premiers affrontements se dé-

roulaient sur l'avenue du généralissime et dans le quartier ouvrier de Zaramaga.

La police tirait et deux manifestants étaient blessés par balles.

De nouvelles barricades étaient dressées dans les quartiers de Zaramaga, Arana, Judizmendi et dans la rue Los Herran. Les manifestants occupaient alors une église de Los Angeles, que la police faisait évacuer avec brutalité. Plusieurs personnes étaient blessées ou contusionnées, parmi lesquelles le curé de la paroisse.

(Suite page deux)

## Bruxelles

## Tribunal international des crimes contre les femmes

Au Palais des Congrès de Bruxelles s'ouvre jeudi un tribunal international des crimes contre les femmes, convoqué par les groupes féministes de nombreux pays occidentaux.

Du haut de cette tribune, des femmes de plus de 25 pays viendront témoigner des crimes et des injustices qui mutilent physiquement et moralement des millions et des millions de femmes.

Voici quelques-uns des thèmes qui seront abordés :

— bas salaires et manque de possibilités pour travailler ;

— la traite des femmes (prostitution et pornographie) ;

— lavage de cerveaux des femmes pour qu'elles acceptent les rôles féminins traditionnels.

— lois «sexistes» relatives à la famille et au divorce ;

— les cas de femmes battues par leurs maris ;

— interdiction de la contraception et de l'avortement ; etc.

Le tribunal se clôturera le 8 mars, journée internationale des femmes, avec une déclaration des droits des femmes qui énoncera tout ce qui porte atteinte à la dignité des femmes, que

ce soit dans les lois, les coutumes, les mentalités.

Au nom du comité de rédaction de l'Humanité rouge, deux camarades suivent le déroulement des travaux de ce tribunal dont nous rendrons compte prochainement.

## Alger : Le châtement

Suite de la page une

L'enquête menée par les services de sécurité algériens avait fait ressortir que le groupe était supervisé et manipulé par les services spéciaux français. Les noms de plusieurs officiers et de dirigeants de l'ex-OAS avaient été cités dans l'enquête.

Selon les aveux de l'un des terroristes : «l'affaire a été montée par les services français». Son contact était un certain Jacques Benet, officier des services spéciaux français.

Les tueurs ont donc reçu le châtement mérité. Le gouvernement et le peuple algérien montrent ainsi leur détermination à faire échec aux crimes antialgériens. Il est probable qu'après ce jugement nous allons voir en France les milieux antialgériens se déchaîner. Ils viennent en effet de subir un échec cuisant. On peut craindre qu'une fois de plus ils veuillent y répondre en s'en prenant à la sécurité des travailleurs et des locaux algériens en France. La vigilance s'impose donc.

## Espagne:

### TROIS MANIFESTANTS ASSASSINÉS

Suite de la page 1

Vers 17 heures, des grévistes, au nombre de 5 000, se réunissaient pour tenir une assemblée générale dans l'église Saint-François d'Assise. Des groupes de manifestants accompagnés de femmes et d'enfants tentaient alors de les rejoindre à l'intérieur. La police est intervenue surtout pour les empêcher, alors que beaucoup de manifestants se pressaient déjà dans l'église.

A ce moment, des grenades fumigènes et des gaz lacrymogènes ont été lancés à l'intérieur de l'église et des scènes de bousculade ont commencé dans la panique. La police a fait usage de ses armes. Trois manifestants ont été tués et on compte une vingtaine de blessés, dont cinq grièvement, par balles, tandis que de nom-

breuses personnes étaient durement bousculées.

Des manifestants se rendaient alors vers l'hôpital et un délégué qui en ressortait annonçait : «Il y a trois morts et de nombreux blessés».

En fin de journée, on pouvait encore voir plusieurs autobus renversés au rond-point d'Arriaga. Des renforts de la «police armée» arrivaient par la route de Logrono et de Bilbao.

Vers 21 heures, tandis que des coups de feu retentissaient encore dans la ville, une bombe a explosé et un

inspecteur de police a été gravement blessé.

Mercredi également, deux manifestations ont eu lieu à Barcelone à l'occasion du deuxième anniversaire de l'exécution de Salvador Puig Antich. En début d'après-midi et le soir plusieurs centaines de personnes ont manifesté.

A Madrid, dans la matinée, des affrontements ont eu lieu entre deux mille étudiants qui manifestaient et la police. Plusieurs manifestants ont été blessés. Auparavant des heurts avaient opposé les étudiants à des bandes fascistes.

## La mission du GRUNC nous écrit

De la mission du Gouvernement royal d'union nationale du Cambodge à Paris, nous avons reçu la lettre suivante apportant des précisions sur l'inqualifiable agression américaine contre le Cambodge, le 25 février dernier.

Le 25 février 1976 à 8 heures 30, un avion F 111 américain volant à haute altitude, a largué 3 bombes sur le centre de la ville de Siem Reap. Le même jour, à 14 heures, deux autres avions sont venus larguer des bombes à dépression sur le même endroit.

Ces bombardements ont provoqué de nombreux dégâts en matériel — hôpital, centre d'enfants, école notamment — et ont causé 15 morts et plus de 30 blessés parmi la population.

En envoyant ces avions bombardier sauvagement la ville de Siem Reap sur le territoire du Kampuchea démocratique, les impérialistes américains ont commis à l'égard d'un pays indépendant, pacifique, neutre, non-aligné, membre des Nations unies, des actes barbares d'agression d'une rare insolence, violant ainsi effrontément tous droits et coutumes internationaux.

Plus de 10 000 personnes représentant le peuple et

les Nations unies contre les autorités racistes de Salisbury seraient fermement appliquées.

Dans un message à la nation lancé depuis le palais présidentiel devant les plus hauts responsables de l'État et les chefs de mission diplomatiques, Samora Machel a déclaré que «pour garantir la défense du territoire national, le comité central du FRELIMO appelait le peuple à défendre le pays attaqué».

Enumérant les nombreux incidents de frontière intervenus récemment, il a rappelé que nombre d'avions à réaction et d'hélicoptères rhodésiens avaient été abattus par les forces mozambicaines au-dessus du territoire national. Un plan de guerre est immédiatement appliqué à l'économie, et la construction d'abris antiaériens a commencé dans tout le pays.

S'adressant aux chefs de mission diplomatiques présents, le président Machel a notamment déclaré : «Vos pays ont adopté des sanctions contre un régime criminel et les mesures arrêtées aujourd'hui par notre État correspondent au souhait de l'humanité de vivre libérée de la domination raciale et coloniale».

impérialisme américain et ses valets.

Nous vous communiquerons ultérieurement la déclaration en date du 26 février 1976 du Gouvernement du Kampuchea démocratique condamnant avec la plus vive indignation, devant les peuples et gouvernements épris de paix et de justice dans le monde l'agression commise par l'aviation de l'impérialisme américain contre la ville de Siem Reap.

(Timor-Est)

La campagne

«Production pour le combat»

Au cours d'une conférence de presse tenue lors d'une visite d'amitié au Mozambique deux dirigeants du FRETILIN ont indiqué qu'à présent les effectifs des troupes d'agression indonésiennes atteignent 50 000 hommes, équipés d'armes perfectionnées, de quelque 40 bâtiments de guerre et de certaines d'avions pour tenter

de briser la résistance du peuple.

Mais l'Armée populaire de libération et un million d'habitants patriotes, sous la direction du FRETILIN, se sont engagés dans une grande campagne dite «production pour le combat» pour pouvoir mener une guerre prolongée contre les envahisseurs.



## L'ombre de l'URSS

### derrière les élections américaines

Les élections primaires ont commencé à se dérouler aux États-Unis où les candidats rivalisent de démagogie. Des promesses, les travailleurs américains sont payés pour en douter, eux qui souffrent de façon croissante du chômage, de la misère et du racisme. Malgré les déclarations rassurantes sur la «relance», le commerce extérieur des USA a en effet enregistré un déficit de 72,6 millions de dollars en février, les augmentations étant de 7,6 % tandis que les exportations subissaient une baisse de 1,6 %.

Mais s'ils sont tous d'accord pour mentir sur l'état de la situation économique, les candidats se disputent sur l'attitude à tenir vis-à-vis des menaces grandissantes de l'URSS.

Tout au long de sa campagne dans le New Hampshire et en Floride, Reagan, l'adversaire de Ford, est allé répétant que «tout ce que les États-Unis avaient retiré de la «détente», c'était le droit de vendre du Pepsi-Cola en Sibérie». Dans une interview, le 3 janvier, Ford s'était fait l'apôtre de cette fameuse «détente» affirmant qu'elle était «dans l'intérêt bien compris des États-Unis, de la stabilité et de la paix mondiale»,

ajoutant qu'à son avis, un candidat qui «abandonnait la détente finirait par perdre».

A l'issue de sa campagne électorale dans certaines circonscriptions, où il a triomphé de justesse de son adversaire, Ford a cru bon de rectifier le tir et affirme maintenant : «Certes le mot détente a été inventé, mais je ne crois pas qu'il soit toujours applicable».

D'autre part le bruit court aux USA que plusieurs hauts fonctionnaires américains de la sécurité pourraient démissionner si Kissinger faisait de nouvelles concessions aux Soviétiques lors des prochaines négociations «SALT» sur la

limitation des armes nucléaires des deux superpuissances.

De son côté, le président de la commission des Affaires étrangères au sénat a publiquement critiqué l'URSS qui «cherche et saisit toutes les occasions d'accroître sa puissance et son influence». Il a déclaré «inapproprié d'offrir un accroissement des relations économiques à un moment où les Soviétiques nuisent à l'esprit de la détente par leur intervention en Angola».

Ces faits témoignent de la prise de conscience grandissante dans certaines sphères de l'impérialisme américain, de l'agressivité croissante de l'URSS.

# Grand défilé pour le 105<sup>e</sup> anniversaire de la Commune

Suite de la page une

Les dirigeants du PCR (ml), qui avaient déjà fait preuve de bien peu d'enthousiasme quand nous les avions invités au Rassemblement national ouvrier du 14 février dernier pour finalement n'y rallier in extremis que leur «Fédération de Paris», nous ont appris qu'ils avaient décidé unilatéralement de convoquer, sous leur seule direction, un défilé au Mur des Fédérés, justement ce 21 mars que nous leur proposons de retenir ensemble. Et cela dans le cadre de leur «Rassemblement communiste» prévu à la Mutualité l'après-midi. Ils nous ont même proposé de faire eux seuls la célébration de la victoire de la Commune le 21 mars, quitte à ce que nous reportions au 4 avril celle que nous avons annoncée et prévue, et, dans ce cas, ils seraient à nos côtés ce dimanche-là ! Quant à leur «Rassemblement», ils ne nous ont pas encore invités officiellement. Ils parlent d'un débat, leurs orateurs et représentants occupant la tribune tandis que les autres représentants de formations ne dépendant pas d'eux parleraient depuis la salle. Ils parlent aussi d'accepter tout le monde à la tribune, mais de diriger le débat par l'intermédiaire d'un «journaliste neutre» appartenant au comité de rédaction de la revue «Communisme». A ce jour rien de précis ne nous a été commu-

nié. Il se pourrait bien que les camarades du PCR (ml) ne soient pas tous d'accord sur les formes unitaires à donner à cette journée du 21 mars prochain.

Aussi, devant ces imprécisions, et dans le souci unitaire qui ne cesse de nous animer, nous avons décidé :

1) D'appeler à rejoindre le défilé que le PCR(ml) a convoqué, et d'emprunter le même parcours, en groupe distinct. Nous souhaitons une banderole commune. Ce n'est pas encore possible. Donc nous défilons sous notre propre banderole, avec nos propres mots d'ordre et avec les organisations anti-impérialistes françaises et étrangères qui voudront bien s'associer à notre cortège. Nous ne discuterons à personne quelle place que ce soit : si le PCR(ml) veut défilé en tête, ou en queue, ou au milieu, nous lui laisserons le choix. Quant à nous, notre attitude sera celle que souhaitent les travailleurs, une attitude unitaire tout comme lors du Rassemblement national ouvrier du 14 février dernier.

2) En ce qui concerne le «Rassemblement communiste», nous attendons des précisions plus explicites de la part des dirigeants du PCR(ml) qui nous ont indi-

qué qu'ils vont nous écrire à ce sujet. Dans ce cas aussi, nous ferons le maximum pour faire avancer l'unité à laquelle aspirent de plus en plus nombreux tous les militants de base des différentes formations se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsetoung.

Nous regrettons l'absence d'unification idéologique que traduisent les hésitations de nos partenaires dans la voie de la réalisation concrète d'actions unies, au moment où la trahison officielle de la «dictature du prolétariat» par les dirigeants révisionnistes du faux Parti communiste français rend plus urgente que jamais l'unité des communistes restés fidèles aux principes révolutionnaires du marxisme-léninisme. Nous avons lu avec intérêt l'autocritique publiée par les dirigeants du PCR(ml) dans le No 3 de leur revue théorique, sur la question de la «ligne de masse». Cette autocritique nous permet d'espérer qu'ils vont s'acheminer vers la rectification qui en découle, et nous pensons quant à nous que la question de l'unification idéologique, politique et organisationnelle est indissociable de la recherche d'une juste ligne de masse.

Seul un «Parti marxiste-léniniste unique» offrira en effet aux masses ouvrières et populaires de notre pays des possibilités et des perspectives crédibles de lutte de classe contre la bourgeoisie capitaliste et contre la bourgeoisie révisionniste.

## ET VIVE CONCORDE !

«L'union du peuple de France» selon Marchais va de l'avant. Sa défense de «Concorde» en est l'occasion. Dans l'unité, des Républicains indépendants au PCF, vient de se constituer un intergroupe parlementaire «Concorde». Edgar Faure a accepté d'en être le président d'honneur. Neuwirth, UDR, en a été élu président. Côte à côte, on trouve comme vice-présidents Montdargent du PCF, le républicain indépendant Baudis, l'UDR Macquet. Le révisionniste Kalinsky a été également élu membre du bureau de l'intergroupe en compagnie d'autres de ses compères républicains indépendants ou UDR.

Neuwirth, au cours d'une conférence de presse, a indi-

qué que cet intergroupe aurait des contacts très suivis avec l'intergroupe britannique «Concorde» qui s'est constitué le 19 février dernier. Il a ajouté que tous les parlementaires français membres de l'intergroupe écriront à leurs relations américaines pour leur expliquer leurs raisons fondamentales de voir la question du «Concorde» être réglée dans des conditions normales.

«L'intergroupe se manifestera pendant la prochaine session parlementaire, a poursuivi Neuwirth. Nous souhaitons que le parlement ait une position d'unanimité sur ce sujet car nous supportons mal l'action discriminatoire de certaines autorités américaines».

# LA REVOLTE DES VIGNERONS

Suite de la page une

Dans cette situation, si l'État ne cède pas aux revendications, quant à l'arrêt des trafics des trusts du négoce, quant à l'attribution d'aides pour les plus petits et à la fixation d'un prix du degré hecto leur assurant un juste revenu, il est inévitable que les luttes se développeront jusqu'à la victoire.

Victoire que la bourgeoisie viticole et ses amis du PS et du PCF ne pourront s'attribuer, dans la mesure où leur politique de «pacification» et «d'appel au calme», lancée le 5 février, a fait faillite devant les provocations actuelles du pouvoir.

Voici le fil des événements de la soirée de mercredi à Narbonne et à Montpellier tel que le transmettent les correspondants de l'AFP.

## NARBONNE

Deux vigneronnes qui auraient participé à l'action contre les caves des établissements Ramel à Meximieux (Ain) ont été interpellées dans la région de Narbonne, apprend-on de bonne source.

Les deux hommes dont les identités ne sont pas connues, sont entendus par les fonctionnaires du service régional de police judiciaire de Montpellier, agissant sur commission rogatoire du parquet de Bourg-en-Bresse. Le chauffeur d'un des cars qui auraient transporté dans l'Ain les viticulteurs méridionaux, aurait également été entendu.

C'est dans la nuit du 29 février au 1<sup>er</sup> mars qu'un groupe de viticulteurs avait envahi vers trois heures du matin les entrepôts des établissements Ramel, négociant en vins à Meximieux, et avait détruit une partie des installations, endommagé des caves, et répandu le vin qu'elles contenaient sur le sol.

## LA SÉQUESTRATION DU CAPITAINE DE GENDARMERIE

Le capitaine Guérin, commandant la brigade de gendarmerie de Narbonne,

est retenu depuis 18 heures dans les locaux de la Confédération des vigneronnes du Midi, par un groupe de viticulteurs audois.

Les manifestants entendraient négocier la libération de l'officier de gendarmerie, contre l'élargissement des vigneronnes interpellées dans l'après-midi de mercredi à la suite de l'action menée contre les établissements Ramel.

A 20 h 30, André Cazez, l'un des leaders de la viticulture audoise, a réclamé la libération immédiate des deux vigneronnes audoises actuellement entendues à Montpellier «faute de quoi, a-t-il conclu, nous passerons à l'action». A 21 heures, on estimait à plusieurs centaines le nombre des viticulteurs rassemblés devant l'immeuble.

Le capitaine Guérin, retenu par des viticulteurs depuis 18 heures, a été libéré peu après 21 heures. A la suite de quoi, la police, n'ayant toujours pas relâché leurs camarades, des affrontements, au cours desquels le correspondant d'un quotidien régional, Rémy Loury, a été blessé, ont mis aux prises mercredi soir à Narbonne des viticulteurs et les forces de l'ordre. Des heurts se sont notamment produits à proximité du palais de justice, près du commissariat et de la sous-préfecture.

Les manifestants se sont ensuite répandus par petits groupes dans la ville. Plusieurs centaines de viticulteurs ont participé au sacage de la recette des Finances de Narbonne, avant d'entreprendre par petits groupes des opérations ponctuelles dans les environs.

La perception de Fleury d'Aude, à 15 km de Narbonne, a été également dévastée par les manifestants avant d'être incendiée. De même les installations du poste de péage de Vinassan, entre Narbonne et Béziers, sur l'autoroute «la Languedocienne» ont été sérieuse-

ment endommagées par des explosifs.

On ne signale par contre aucun barrage routier aux abords de la ville.

A 23 heures, néanmoins, la circulation ferroviaire était totalement interrompue entre Narbonne et Béziers.

## MONTPELLIER

Cinq personnes ont été interpellées à la suite de l'opération contre les chais des établissements Ramel dans l'Ain par le SRPJ de Montpellier. Il s'agit de deux chauffeurs de car de Béziers ayant transporté les manifestants et de trois viticulteurs de la région de Narbonne.

Des manifestations de protestation ont éclaté, dès l'annonce des arrestations dans l'Aude et dans où un barrage de 200 viticulteurs environ a coupé la circulation sur la Nationale 113 entre Pézenas et Montagnac.

Les cinq personnes interpellées ont été transférées en fin de journée dans les locaux de la police judiciaire à Montpellier.

Trois barrages ont été dressés par des vigneronnes, à partir de 19 heures, sur la Nationale 113 à Bessan, à Montagnac et sur une des bretelles de l'autoroute Orange-Narbonne. Les manifestants filtrent les véhicules.

On apprenait d'autre part de bonne source que les cinq manifestants appréhendés, deux viticulteurs audois, Michel Olive et Salvador Domenech, tous deux de Narbonne, ainsi que trois conducteurs de cars, avaient quitté Montpellier, où ils avaient été entendus au siège de la police judiciaire pour être transférés vers une destination qui n'a pas été précisée mais qui pourrait être Bourg-en-Bresse.

## LES AMITIES DU KGB

Dans une de nos précédentes éditions nous indiquions que le président honorifique d'une usine soviétique installée à Besançon, Maurice Dejean, était un ancien ambassadeur de France à Moscou.

Voici de nouvelles précisions sur ce monsieur. Maurice Dejean fut un des principaux membres du gouvernement français libre de De Gaulle à Londres.

Envoyé à Moscou comme ambassadeur de France, il aurait été impliqué dans une affaire de meurs prémeditée par le KGB et qui le mettait à la merci de ce dernier. Le KGB voyait en Dejean un futur membre possible du gouvernement de De Gaulle. L'affaire aurait été dévoilée en 1963 par un transfuge du KGB.

Après enquête, Dejean était rappelé de son poste en 1964. Depuis il a été nommé président de la Société franco-soviétique pour la coopération industrielle. Le voilà donc également PDG de l'usine d'horlogerie Slava. Ceci est sans nul doute riche d'enseignements sur la façon dont les services soviétiques se concilient certaines personnalités.

L'histoire de ce monsieur Dejean est contée dans un ouvrage en anglais intitulé : «KGB : the secret work of soviet secret agents» dont l'auteur est John Barron.

## Après le match Fourcade-Mitterrand GISCARD CONTENT, MARCHAIS INSATISFAIT

Après le spectacle télévisé qu'ont donné Fourcade et Mitterrand, Giscard d'Estaing a estimé que son ministre avait été «excellent». Marchais quant à lui est beaucoup moins satisfait de Mitterrand. Il est vrai que le secrétaire général du PCF, depuis quelques jours, enrage de ne pouvoir jouer les vedettes à la télé-

vision comme il l'a fait il y a quelques jours sur Europe 1. «Le débat reste à faire» a estimé Marchais qui, lui, voudrait un face à face avec Chirac. Il a néanmoins affirmé que pour l'essentiel les solutions du PCF et celles de Mitterrand se rejoignent. Ni les unes ni les autres en effet ne mettent en cause le capitalisme.



## Comité de chômeurs d'Agen

## PREMIERE ACTION PREMIERE VICTOIRE

Le comité de chômeurs d'Agen (autonome des syndicats, toutefois la CFDT l'autorise à se réunir dans une de ses salles) est né mardi 10 février.

A la première réunion, il comptait une dizaine de chômeurs qui ont décidé de faire un tract et de le distribuer lors du pointage à l'ANPE. A la deuxième réunion plus de 20 chômeurs étaient présents. Raymond, un de ces chômeurs, fit part de ses problèmes particuliers : il ne touchait rien du tout et avait deux enfants à nourrir... Son dernier patron Storti, refusait de lui faire parvenir son dernier bulletin de paye qui lui aurait permis de toucher 3 mois et demi de salaires que la Sécurité sociale lui devait.

Ce patron n'en était pas à son premier coup. Récemment il a fait travailler un jeune ouvrier sur une machine qu'il n'avait pas l'âge de conduire. Il a eu un accident : il est mort. Storti a seulement été condamné à une amende et 1 mois de prison avec sursis.

Mardi 24, un groupe de chômeurs avec Raymond, sont allés chez Storti exiger ce bulletin de salaire. Storti avait pris ses précautions : il venait juste d'envoyer ce bulletin à la Sécurité sociale.

Mercredi 25 environ 50 chômeurs et travailleurs actifs étaient présents avec Raymond à la Sécurité sociale. Des tracts furent distribués qui furent très bien reçus par les employés et les travailleurs venus toucher les prestations. Finalement grâce à la mobilisation, Raymond obtint immédiatement satisfaction.

Avec ce premier succès, c'est dans l'enthousiasme que le comité se prépare à de nouvelles luttes notamment contre les menaces de saisies et d'expulsions dont sont victimes de nombreux chômeurs.

Pour lutter, le comité a une devise : comme l'a souligné un vieux chômeur présent dans les listes de chômeurs de 1930 : «L'union fait la force».

Des chômeurs communistes m-l d'Agen

## Nous voulons vivre et garder nos enfants

Voici le témoignage d'un père de famille de 4 enfants licencié de son entreprise en proie à toutes les tracasseries et les menaces créées par la surexploitation et la bureaucratie capitaliste, qui deviennent monnaie courante pour 1 500 000 chômeurs. Lorsque le comité de chômeurs d'Agen a rencontré ce père de famille, il n'avait même pas 10,00 F dans son porte-monnaie et on le menaçait de prendre ses enfants pour le contraindre à payer ses dettes.

Voilà les résultats de la «société libérale» à la Giscard dont les discours sonnent creux devant la réalité révoltante qu'engendre le capitalisme. Chômeurs, organisez-vous ! Rompez votre isolement !

«Voilà toute mon affaire : au mois de septembre, je travaillais chez Storti à la zone industrielle de Boe, au bout de 3 semaines j'ai été licencié. Le patron m'a dit : «Maintenant tu es un clochard» et il ne m'a même pas donné mon bulletin de paye. Le travail chez Storti était très dur et je suis tombé gravement malade en raison des efforts que je faisais, maintenant il m'est impossible de bouger le bras et l'épaule droite...»

J'ai 4 enfants (6 ans, 3 ans, 2 ans, 1 an). La DASS (Direction de l'action sanitaire et sociale) m'en a pris deux et nous avons le droit de les voir une fois par mois seulement et très difficilement encore.

Nous avons deux enfants à la maison (2 ans et 1 an). Ils ne peuvent plus manger car nous n'avons plus de ressources : jusqu'à présent mon père nous donnait sa pension, mais main-

tenant il est très malade et il est dans le coma.

J'ai été menacé de prison si je ne payais pas, mais je ne peux pas payer puisque je n'ai plus d'argent du tout, et que vu mon état de santé je ne peux pas travailler.

Nous ne recevons plus rien, car le tuteur prend même les allocations familiales pour régler les dettes (car nous n'avons pas eu les moyens de payer toutes les charges) : 58 000 F pour l'alimentation ; 280 000 F de loyer ; 17 000 F d'eau ; 160 000 F d'électricité.

Et maintenant on veut m'envoyer à l'hôpital et ma femme à la Candélie car elle a les nerfs qui craquent, mais avec tout ce que nous subissons le contraire serait étonnant.

Nous ne voulons pas y aller car ils en profiteront pour prendre nos deux autres enfants et notre logement. Ils sont prêts à tout

pour nous obliger à payer des dettes que nous ne pouvons pas payer.

**NOUS VOULONS VIVRE  
ET GARDER  
NOS ENFANTS**

Étant malade, j'ai droit à 50 % de mon ancien salaire. La Sécurité sociale ne veut pas me les donner car elle prétend qu'elle n'a pas reçu mon certificat

d'arrêt de travail alors que je le lui ai porté moi-même!!

Pour que mes enfants puissent MANGER je réclame mon droit, c'est-à-dire mes 3 mois de demi-salaire.

Pour que mes enfants puissent MANGER je réclame l'annulation des dettes que je ne peux pas payer.

Le père de famille



### FOUGERES : JOURNÉES D'ACTION EN PERSPECTIVE

Réunis en intersyndicale, les syndicats ont décidé un débrayage interprofessionnel, mardi 9 mars, à 16 h, pour appuyer les délégations qui doivent assister le lendemain à une réunion au ministère de l'Industrie à Paris sur la situation à Fougères. Le 19 mars a été décidée aussi une «journée ville morte».

D'autre part, les 270 ouvriers de Morel et Gate sont allés en cortège dans l'après-midi, retirer à la poste leurs lettres de licenciements.

### VEUREY (ISERE) : LA SICN OCCUPÉE PAR LE PERSONNEL EN GREVE

Depuis lundi matin les bâtiments et bureaux de la société industrielle de combustible nucléaire (SICN) à Veurey-Varoize sont occupés par le personnel en grève. C'est à la suite d'une assemblée générale que cette décision a été prise.

Les raisons de cette lutte sont l'annonce, le 6 novembre d'une réduction d'horaires de 42 h 30 à 40 h avec diminution des salaires, le licenciement de 8 «volontaires» de plus de 60 ans. Contradictoirement la direction demande en même temps au personnel de travailler en horaires décalés, d'effectuer des heures supplémentaires et envisage des travailleurs intérimaires.

Le personnel de l'usine d'Annecy a marqué sa solidarité avec les grévistes de Veurey par plusieurs débrayages.

### PLÉRIN : 8ÈME SEMAINE D'OCCUPATION POUR LES OUVRIERES DE LA SAVEBAG

De notre correspondant Saint-Brieuc, nous recevons une information indiquant que les 43 ouvrières de la DMB-Savebag à Plérin en sont à leur 8ème semaine d'occupation contre la fermeture de leur entreprise.

Une manifestation a eu lieu dernièrement où les révisionnistes et le permanent CGT ont tenté de lancer le mot d'ordre «négociations». Les manifestants soutenant la lutte en cours ont scandé :

Pas un seul licenciement ! DMB vivra !  
Non aux licenciements ! Occupation !

## Economie

# LA MACHINE OUTIL DANS LA CRISE

Nous publions un article du «mensuel d'information» de la section CFDT de l'usine de machines-outils Ratier-Forest de Capdenac. Il éclaire la politique des capitalistes dans cette branche industrielle et sa situation dans la crise économique.

Dernièrement s'est tenue une session machine-outils à la FGM-CFDT (Fédération générale de la métallurgie CFDT) regroupant les représentants des principales entreprises de machines-outils de France soit une vingtaine d'entreprises. A cette session participaient trois de nos camarades.

Cette session a permis de faire le point sur la machine-outils en France. De nombreuses difficultés surgissent actuellement dans l'ensemble des entreprises françaises car, dans la crise générale actuelle, existe une crise particulière à la machine-outils. Dans beaucoup d'entreprises les carnets de commandes ne sont pas remplis, alors surgissent des problèmes de trésorerie et une progression des frais financiers ainsi que des bruits de restructuration, de mariage ou de fusion. Là-dedans, il y a une part d'intoxication mais une réalité

certaine. Des entreprises, qui étaient stables il y a quelques mois, se trouvent aujourd'hui en difficultés : With et Gruffot, Gambin, Amtec, Cazeneuve se trouvent au bord du dépôt de bilan. GSP descend à 40 h par semaine avec perte de salaire. Réduction d'horaire aussi à Renault-Somua.

### La machine-outils française se vend bien à l'étranger

Nous voyons aussi des industriels et groupes financiers étrangers retirer leur argent pour qu'il rapporte plus ailleurs, ce qui est le cas du groupe Litton et des sociétés Amtec, Cincinati et Landis-Gendron. D'autre part, M. d'Ornano, ministre du Chômage, est décidé à «éliminer tous les canards boiteux de l'industrie». Les capitalistes se retournent vers des secteurs jugés plus rentables par eux, tels que le nucléaire ou Merlin.

Les constructeurs français de machines-outils vendent très peu de leur production en France car les industriels français préfèrent acheter des machines allemandes par exemple. En France, une machine sur deux arrive de l'étranger. Donc la production de machines-outils est tributaire des débouchés commerciaux à l'extérieur (surtout les pays de l'Est et les pays en voie de développement).

### La politique de Forest

Le groupe Forest-GSP n'a pas trop senti les effets de la crise qui touche la machine-outils car il vend bien à l'Est ; de nombreuses commandes pour l'URSS, la Pologne, la Hongrie, ainsi que des licences. Mais être tributaire des pays de l'Est présente aussi des inconvénients, et cela peut avoir des conséquences pour les travailleurs :

— Le but de ces pays est

de créer leur propre parc de machines, donc, les débouchés sont limités dans l'avenir.

— Cela entraîne une grande dépendance vis-à-vis de ces pays. Si une commande est remise en cause... cela peut créer un «trou» (ex : incertitude à GSP sur les commandes des centres d'usinages 3 B ou sur les machines à aubes à Capdenac).

### Conséquences pour les travailleurs de la politique actuelle de la machine-outils

Dans le secteur de la machine-outils, il y a du chômage, une stagnation du nombre de licenciés, des salaires rétrogrades d'une énorme disparité. Nous pouvons constater aussi que c'est en France que les ouvriers professionnels de la machine-outils sont les plus mal payés.

**QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN  
NE LE JETEZ PAS!  
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!**



## la France des luttes

## Intervention de militants CFDT LIP lors d'une assemblée générale

De notre envoyé spécial

Nous avons tous en mémoire les événements : trou de trésorerie en octobre 1975, départ de L. Letrou, conseils d'administration de décembre, janvier et février. Flottement dans la direction et pour finir, absence « du pouvoir » dans l'entreprise. C'est pourquoi nous avons été voir Ribaud, le véritable patron de Lip, et lui avons exposé nos revendications. Que la nouvelle direction le sache bien : il ne peut être question de licenciements chez Lip. Sur ce point, nous serons intransigeants, comme nous étions tous durant le conflit. Nous nous battons actuellement, mais pas

comme le voulait le PCF et la CGT, qui, eux, préconisaient de suite l'occupation pour se redorer un blason terni par leur attitude de 1973/1974. Nous œuvrons pour un plan de retour aux 40 heures, nous faisons actuellement 36 et 40 heures... avec perte de salaire. C'est inadmissible ! Nous nous battons pour les 40 heures certes mais sans perte de salaire, autrement dit payé 42 h 30 et nous entendons y parvenir dans les délais les plus rapides. Pour les classifications, elles sont imminentes, la direction entend suivre là-dessus l'UIMM, et nous savons que

cela pose de nombreux problèmes. C'est vraisemblablement le point sur lequel nous devons lutter plus sévèrement dans les jours à venir.

Les pré-retraites, cette imposition de la direction pose de graves problèmes à quelques-uns d'entre nous. Il est urgent d'apporter les solutions les plus satisfaisantes : salaires décents, élimination des « tracasseries » administratives telles que le pointage bi-mensuel, et surtout l'octroi de la prime de départ égale au salaire mensuel avec un mini de 2 000 F. Tout cela, il nous faudra très rapidement y aboutir et trouver la solution. Pour no-

tre part, nous nous y emploierons. C'est pourquoi dans tous ces problèmes, il ne saurait y avoir d'actions sans lendemain.

Toutes les actions qui ont lieu, dans les ateliers, etc. la CGT de Lip n'y a pas participé, aujourd'hui elle essaie — en vain — de prendre la tête, elle y est poussée par le PCF qui, lui, tente de démanteler la CFDT-Lip. Au sujet des mutations... écoutons ce que disent les militants CGT-Lip : « La solution prise par la direction, les mutations, (même si elles sont temporaires), ne règle pas le problème. En plus, des ouvrières qualifiées sont mutées à des postes d'OS. Il aurait mieux valu les laisser où elles étaient et embaucher ailleurs. »

De qui donc, se moquent ces « messieurs » les donneurs de leçon ! Alors que la CFDT de Lip s'est battue contre cela en exigeant entre autre que le maintien du salaire soit maintenu à la qualification antérieure.

Que propose donc la CGT lorsqu'elle défend les augmentations hiérarchisées, voire même certaines cadences au rendement.

La CFDT défend quant à elle un seul salaire par catégorie, et la suppression du rendement.

(A suivre.)

## Accidents du travail

Selon les caisses d'assurances maladie

EN 1974, MOINS DE MORTS,

MAIS PLUS DE BLESSES GRAVES

Selon des statistiques publiées par la Caisse nationale d'assurances maladie, il y aurait eu en 1974 moins de morts que l'année précédente dans les entreprises et sur les chantiers : 2 117 contre 2 246. En revanche, le nombre d'accidents très graves a progressé de 3,26 %.

Si la branche la plus meurtrière reste les transports (5 pour 1 000) le bâtiment et les travaux publics viennent en tête en ce qui concerne les accidents graves avec 34 738 blessés graves pour 1 829 592 salariés.

D'autre part, la gravité des incapacités temporaires serait relativement stable, la gravité des incapacités permanentes aurait tendance à baisser alors que la fréquence des accidents graves est en augmentation. Enfin, le taux d'incapacité permanente passe de 11,362 en 1973 à 10,971 en 1974.

En ce qui concerne les accidents de trajet, si la population salariée a augmenté de 0,62 %, les accidents avec arrêt auraient baissé de 0,68 %, les accidents mortels de 12,77 %, alors que

les accidents graves ont progressé de 3,60 %.

Enfin, la Caisse nationale d'assurances maladie reconnaît qu'on assiste à une augmentation des maladies professionnelles qui passent de 4 580 en 1973 à 4 658 en 1974, l'augmentation la plus spectaculaire étant l'hépatite virale (plus 120) et l'hygromas du genou (plus 35). Le nombre de décès à la suite de maladies professionnelles est également en progression (18 à 25) ainsi que le nombre des incapacités permanentes (1 681 à 1 720).

De source officielle

EN JANVIER 1975

IL Y AVAIT 1388000 CHOMEURS

Récemment le Bureau international du travail, organisme de la bourgeoisie, a fait savoir que selon ses critères le nombre des chômeurs s'élevait en France, en janvier 1976, à 1 388 000. C'est dire que dans les faits le cap du million et demi de chômeurs totaux est aujourd'hui largement dépassé dans notre pays.

A la même date, et toujours selon le Bureau international du travail, 602 440 chômeurs seulement touchaient des indemnités. Mé-

me pas un chômeur sur deux a donc droit à une quelconque allocation ! Quant à ceux qui bénéficient des « 90 % pour licenciement économique » leur nombre est ridiculement bas : 112 100 personnes exactement. Pas un sur 10 !

Dans le même temps, alors que Fourcade se veut rassurant et parle de reprise, les entreprises qui ferment leurs portes et jettent à la rue les ouvriers mentent où l'augmentation a été de 34,6 %.

qu'elles emploient sont de plus en plus nombreuses.

Entre 1974 et 1975, selon le Bureau international du travail, l'augmentation a été de 24,1 %. On comptait en effet, en 1975, 14 870 entreprises en règlement judiciaire ou en liquidation de biens, contre 11 980 l'année précédente. Les secteurs les plus touchés continuent d'être les transports où le nombre de fermetures a augmenté de 44,1 % en un an, l'industrie où il a augmenté de 39 % et le bâti-

Bordeaux

## Quatre paysans condamnés au titre de la loi «anti-casseur»

Quatre agriculteurs girondins ont été condamnés mercredi par le tribunal de grande instance de Bordeaux pour avoir manifesté leur mécontentement en abattant des arbres sur la chaussée.

Deux d'entre eux, MM. Gilles Vaudon et Jean-Paul Signac, tous deux conseillers municipaux de Saint-Gervais, se sont vus infliger deux mois de prison avec sursis. Les deux autres, MM. Paul Phénix et Christian Charpentier, également de Saint-Gervais, ont été condamnés à un mois de prison avec sursis mais devront en outre payer une amende de 800 F chacun.

Les quatre agriculteurs avaient abattu treize arbres en travers de la chaussée, le 24 avril 1975, près de Saint-André-de-Cubzac (Gironde), perturbant la circulation sur la RN 10 et sur deux autres routes. Des tracts exprimant la colère des agriculteurs girondins et signés « CDJA » et « FDSEA » avaient été retrouvés sur les lieux.

(AFP)

Clermont-Ferrand

## Les étudiants grévistes ont occupé mercredi la télévision régionale

Les étudiants grévistes des facultés de Droit, de Sciences économiques, de Lettres et de Sciences de l'université de Clermont-Ferrand, qui protestent notamment contre le projet de partition de cette université, ont manifesté mercredi après-midi devant les locaux de FR-3 Auvergne, à Chamalières.

Les étudiants demandaient à la direction de FR-3 la possibilité pour eux d'intervenir directement dans le journal télévisé régional pour exposer leur point de vue. Devant le refus de FR-3

les manifestants ont forcé les portes de la maison de la radio, se sont assis dans la cour face à un cordon de policiers casqués et ont bloqué durant deux heures l'avenue de Royat, une grande artère de la banlieue clermontoise.

La direction de FR-3 ayant accepté finalement de passer ce soir une minute de film sur la manifestation et un extrait du communiqué des étudiants, les manifestants ont quitté les lieux vers 18 heures.

(AFP)

## Plus de mille élèves occupent un lycée d'Amiens

Une grève avec occupation des locaux a été lancée le 2 mars au matin par des lycéens de la cité scolaire d'Amiens (Somme). Ils entendaient manifester contre la « réforme Haby ». Les lycéens ont expulsé de leurs classes quinze professeurs qui s'opposaient à la grève et qui avaient décidé de la saboter en assurant leurs cours.

Le mouvement avait été décidé la veille au soir, au cours d'une assemblée générale réunissant plusieurs centaines de quelque 5 000 lycéens de la cité scolaire, qui regroupe un lycée mixte d'État et deux établissements techniques.

Dès 9 heures, mardi matin, la grève des lycéens était effective à plus de 80 % au lycée mixte d'État ainsi que dans un des établissements techniques et à 50 % environ dans le second.

La plupart des professeurs ont accepté d'évacuer les locaux scolaires, dans

lesquels les élèves ont placé les chaises sur les tables, mais quinze d'entre eux, qui entendaient demeurer dans leur classe et y assurer leur cours, ont été expulsés par leurs élèves.

En fin de matinée, tandis que la préfecture de la Som-

me s'évertuait dans un communiqué à minimiser le mouvement, en « estimant qu'il n'était le fait que de 300 élèves conduits par des « éléments extérieurs », plus de mille lycéens occupaient les locaux et les pelouses de la cité scolaire.

Des élèves techniciens

de la côte basque

sont en grève depuis 15 jours

Depuis le vendredi 20 février, les élèves de trois classes de techniciens supérieurs de Bayonne, Anglet, Biarritz sont en grève.

Ils ont entrepris le 25 février une marche dans la ville en réclamant la revalorisation des divers diplômes et la reconnaissance du Brevet de technicien supérieur (BTS) dans les conventions collectives par le patronat. Ils ont déposé une motion à la sous-préfecture

mais la délégation n'a pas été reçue car le sous-préfet était solidement absent. Aussi, toujours déterminés, ils envisageaient de manifester plus massivement encore le 3 mars en faisant appel à la solidarité des syndicats et de tous les lycéens de la région.

Pour tous les techniciens en lutte, « ce n'est qu'un début, le combat continue ». Des techniciens supérieurs de la Côte basque

## Un chômeur nous écrit

«Devant la dictature de la minorité capitaliste et bourgeoise

# IL N Y A QUE LA DICTATURE DU PROLETARIAT»

*Nous publions aujourd'hui la lettre qui nous est parvenue tout récemment d'un travailleur au chômage qui a participé au meeting organisé à Rennes par les communistes marxistes-léninistes de France et leur quotidien «L'Humanité rouge».*

Cher camarade,

Comme beaucoup de travailleurs de la ville de Rennes, j'ai appris que l'Humanité rouge tenait un meeting régional à la salle des Lices à Rennes. J'y suis allé par curiosité.

En arrivant vers 11 heures dans cette grande salle, j'y ai vu partout des informations sur les luttes des travailleurs et des paysans, des immigrés, des informations sur les luttes des peuples à l'étranger. J'y ai vu une grande jeunesse très active, avec un moral de fer. J'y ai vu des intellectuels et des manuels, vêtus simplement, parlant avec un langage simple et compréhensible par tous. Je les ai vus tous travaillant ensemble, aménageant, rangeant et balayant la salle. J'y ai vu des étudiants et des intellectuels ramasser des papiers gras et des mégots pour laisser une salle propre. J'y ai vu des cheveux longs, des barbus, des visages fatigués, mais jamais excentriques. Des gens très sérieux. Des gens très simples. J'y ai vu des gens actifs et non des gauchistes comme les appellent les bourgeois, les capitalistes et maintenant les traîtres à la classe ouvrière et paysanne que sont certains dirigeants du PCF et de la CGT. Si je cite que ceux-là, c'est parce qu'ils agissent et parlent au nom du Parti communiste. J'espère que la masse des gens du PCF et de la CGT vont condamner cette trahison et vont les renvoyer dans le rang pour qu'ils reprennent contact avec la réalité, pour les remplacer.

J'en reviens au meeting. Il est dommage que les travailleurs et les paysans ne soient pas venus encore plus nombreux, comme moi, à ce meeting. Ils auraient été conquis comme moi qui, tout en suivant les événements de près, mais en marge, car échaudé par deux trahisons du Parti communiste et abasourdi par la troisième qui condamne la dictature du prolétariat au moment de la crise qui plonge des millions de travailleurs et de paysans dans l'angoisse, l'anxiété, l'asservissement et la misère, je l'ai été. Oui, j'ai été conquis.

Pour cette raison, il faut faire connaître à fond ce que c'est que la dictature du prolétariat à la masse des travailleurs et des paysans qui sont exploités par la dictature du capitalisme et de la bourgeoisie, car ils sont mal informés ou pas informés du tout, alors qu'il est évident que seule la dictature du prolétariat peut leur apporter une vraie liberté, une vraie justice, une vraie égalité, une vraie fraternité, car le socialisme, contrairement à la dictature capitaliste et bourgeoise qui ne pense qu'aux profits, aux privilèges et à l'exploitation de l'individu, a pour politique l'épanouissement et le bien-être de l'individu dans le cadre de la collectivité dans laquelle il vit.

Peut-être ne me croiras-tu pas, mais je ne fais partie d'aucun parti. Je suis simplement syndiqué à la CFDT, car c'est la Confédération française démocratique du travail, et qu'actuellement, c'est celle qui enga-

patron pour briser une grève. J'en croyais pas mes yeux. De toute façon ça ne leur a pas servi car, malgré leur zèle au boulot, le patron ne leur fait pas de cadeaux. Il les presse comme un citron. Je ne les plains pas. Qu'ils se bouffent entre eux.

Si j'emploie certains termes dans ma lettre qui pourraient faire croire que je ne suis pas neutre, c'est uniquement parce qu'il faut se rendre à l'évidence que devant la dictature de la minorité capitaliste et bourgeoise, il n'y a que la dictature de la majorité de ceux qui travaillent dans les villes et les campagnes et qui est la «dictature du prolétariat» pour libérer le monde du travail de son esclavage.

Je voudrais savoir pendant que j'y pense, entre autres, ce que pensent les adhérents du PCF et de la CGT de l'attitude des Petites et moyennes entreprises qui refusent d'augmenter les salaires de leurs salariés en 1976. Ces entreprises sont, je le crois, tolérées dans le Programme commun. Est-ce que le PCF et la CGT vont accepter que les salariés de ces entrepri-

rien dans le système défendu par le PCF et la CGT car leur mollesse est un encouragement pour les capitalistes et les bourgeois.

Je vous envoie un CCP de 50 F pour votre souscription. Depuis le 18 janvier je prends régulièrement l'Humanité rouge chez mon marchand de journaux, à qui j'ai fait remarquer qu'il pouvait mettre l'HR en évidence.

Amitiés et vifs encouragements.

Un sympathisant actif de l'Humanité rouge.



Au meeting de Rennes, les travailleurs regardent l'émission de télé des communistes marxistes-léninistes reproduite en vidéo (photo correspondant HR).

ge vraiment le combat pour défendre les travailleurs et les autres catégories professionnelles dans le but évident de défendre leurs intérêts. J'espère qu'elle restera fidèle à sa politique d'action. Quand je pense à la CGT qui discute avec le patronat les licenciements des travailleurs c'est écoeurant. Quand je vois le service d'ordre de la CGT dans les manifestations, je me dis : il ne leur manque plus que l'uniforme, le casque et la matraque et cela fait CRS.

Tu me croiras si tu veux, mais j'ai vu d'anciens cégétistes se mettre du côté du

ses voient leur pouvoir d'achat baisser d'au moins 10 à 15 % en 1976 ? Après avoir fait digérer les licenciements à leurs adhérents, je serais curieux de voir comment ils vont s'en sortir devant les déclarations du président des Petites et moyennes entreprises. Je crois que c'est une affaire à suivre.

Tout ce que je peux dire, c'est que ce que vous faites c'est très bien.

Vous pouvez compter sur moi pour vous aider selon mes moyens, malgré ma situation de chômeur. J'ajoute que j'ai 45 ans passés et que je ne suis plus bon à



LE PREMIER NUMERO DE MARS DE VIENT DE PARAITRE.

On y trouvera notamment des articles sur les manifestations du 17 février, sur la défense des petits producteurs de lait dans le Nord-Finistère, sur les actions des viticulteurs, et un éditorial soulignant l'importance historique de la Commune de Paris pour l'unité des ouvriers et des petits paysans.

L'exemplaire : 0,70 F.

à commander à L'Humanité rouge

BP 61 75 861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 La Source

Abonnement

15,00 F par an pli ouvert

30,00 F par an pli fermé

Adresse provisoire :

La Faucille : Humanité rouge — BP 61 — 75361 Paris Cedex 18.

CCP Humanité rouge — 30 226 72 La Source.

## Après le 14 février

Chers camarades,

Nous sommes montés à 5 travailleurs de Somafer avec des panneaux retraçant nos luttes, au Rassemblement national ouvrier du 14 février.

Nous tenons à vous faire part de notre enthousiasme après cette journée nationale qui, à coup sûr, va renforcer notre détermination dans les luttes à venir.

Parmi les nombreux aspects très positifs de ce rassemblement nous avons particulièrement remarqué la participation de nombreux peuples en luttes représentés par leurs organisations marxistes-léninistes ou leur front de libération nationale.

Nous avons pu constater aussi que les marxistes-léninistes en France sont une force réelle, active aux quatre coins du pays, dans les usines et à la campagne, ainsi que la volonté d'unité des marxistes-léninistes de différentes organisations.

Nous avons enfin apprécié la conscience de plus en plus large et massive de la trahison des révisionnistes du PCF et de la direction CGT.

Nous sommes certains que cette journée va marquer une nouvelle étape dans le développement des marxistes-léninistes en France et de leur unité.

Vive le parti marxiste-léniniste

Les travailleurs de Somafer

14  
février  
1976



RASSEMBLEMENT  
NATIONAL  
OUVRIER

— Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme ;

— Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique Parti marxiste-léniniste unique ;

Je demande à adhérer à l'organisation des Communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, «L'Humanité rouge» peut prendre contact avec moi à l'adresse suivante\* :

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Signature : .....

### TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	32 F	60 F
3 mois	95 F	180 F
6 mois	190 F	360 F
Soutien	300 F	500 F

CCP : L'HUMANITE ROUGE No 30 226 72 La Source



culturel

Presse

# Qui est docteur Justice ?

Pif publie depuis cinq ans les aventures du Docteur Justice, as du karaté, et abonné des lignes aériennes internationales. De plus, les éditions Vaillant viennent d'éditer un nouveau magazine de karaté : Docteur Justice ; et elles font une large publicité au film de même titre, sorti en janvier.

passent : ce sont des «têtes-de-pioche», et «ils sont nés avec des gants de boxe» (No 331, p. 61).

seuls et remporter des victoires : cela, c'est réservé à Justice.

Le justicier international

Si Justice n'a pas d'amis à l'étranger, il a des protégés. Envoyé par l'Organisation

Par ses victoires, Justice met fin à la violence et contribue à maintenir la paix. A ce propos, un jeune lecteur écrit : «Pif est le seul illustré qui me plaise, car je déteste la violence».

Les ennemis du bon docteur

Le scénario de ces aventures est toujours le même. Docteur Justice parcourt le monde, comme tout bon agent secret du genre SAS ou 007. Il est attaqué par des voleurs, des terroristes, des membres de sociétés secrètes, des comploteurs qui ressemblent beaucoup à des guerrilleros, et même des patriotes nord-irlandais. Mais Justice «communique avec l'esprit» de son maître japonais (No 335, p. 47), et il laisse ses agresseurs sur le carreau, grâce à sa science du karaté.



Quelle impression retire le lecteur des pays étrangers, particulièrement du tiers monde ? Qu'ils sont peuplés de méfis, de noirs, de jaunes, qui attaquent le héros à un contre dix. Ce genre de récits diffuse le racisme et la haine des étrangers. Même les Irlandais y

Docteur Justice, enlevé par les met hors d'état de «nuire».

tion internationale de la santé, il prend soin de la santé du monde : il intervient partout pour redresser les torts et secourir les opprimés.

Bien entendu, on ne voit jamais dans Pif les opprimés en question se défendre

des patriotes nord-irlandais

Mon héros préféré est Ben Justice. Mes camarades disent que je ne suis pas logique, car dans Justice il y a de la bagarre. Mais Justice cherche avant tout à venir en aide aux opprimés et doit par conséquent supprimer l'agresseur.» La rédaction de Pif répond : «Très bonne remarque, et ajoute : «La bagarre n'est pas la violence des opprimés qui est justifiée, mais la violence du justicier qui vient à leur secours.»

Toutes proportions gardées, c'est avec de telles idées que les impérialistes justifient leurs interventions pour «maintenir la paix». Les Américains au Vietnam allaient «défendre» les Vietnamiens du sud attaqués par Hanoi ; les Russes interviennent en Angola pour «défendre» tel mouvement de libération attaqué par des «mercenaires». Le tout au nom de la paix et de la Justice...

Des lecteurs.

## Coupe d'Europe

### La victoire de Kiev sur Saint-ETIENNE (2-0)

# LE DYNAMO DE KIEV HIER ET AUJOURD'HUI

Mercredi à Simferopol, le Dynamo de Kiev a battu St-Etienne au match aller de qualification pour les demi-finales de la Coupe d'Europe de football. Mais qu'est-ce que le Dynamo de Kiev ?

A l'époque où l'Union soviétique était un grand pays socialiste, le pays de Lénine et de Staline, le Dynamo de Kiev s'illustra en particulier dans la lutte antifasciste.

En 1942, les joueurs du Dynamo ne s'étaient pas trouvés en zone occupée non parce qu'ils n'avaient pu quitter la ville, mais parce qu'étant mobilisés dans l'Armée rouge, ils avaient

été faits prisonniers. En captivité la majorité d'entre eux s'était embauchée comme portefaix dans l'usine de panification No 1. Ils avaient été à l'origine de la formation de l'équipe de l'usine le «Start».

Successivement, l'équipe «Start» rencontra et battit toutes les équipes adverses le 12/7/42 contre une unité allemande, le 16/7/42, MSG Walls (équipe hongroise), le 26/7/42, MSG Walls (revanche), le 6/8/42, l'équipe allemande «toujours victorieuse» Flakelf.

C'est au cours de ce match que se produisit la défaite allemande qui entra dans la légende (la presse de

l'époque n'avait pas communiqué le résultat)

Le 9/8/42, revanche Flakelf («seconde rencontre amicale» annoncée par la presse), le 16/8/42, dernière possibilité offerte au Start pour «perdre». Score en faveur du Start : 8 à 0.

Ce fut juste à la sortie de ce match que les joueurs du Start Dynamo furent arrêtés et fusillés.

Jamais encore les annales du football mondial n'avaient connu un pareil incident. Dans le Dynamo, le sport était entièrement politique. Les joueurs n'avaient rien à leur disposition pour lutter. Ils firent une arme du football. Ils ont gagné sachant qu'ils allaient à la mort.

Mais aujourd'hui, l'URSS étant un pays social-impérialiste, le Dynamo de Kiev est un «club sportif» au même titre que le Bayern de Munich. Tout le monde a noté à l'occasion du match «l'agressivité» de l'équipe du Dynamo et que «tous les moyens sont bons pour récupérer le ballon». C'est une grosse affaire, un club où les joueurs sont des «vedettes» payées des millions, dont le but n'est plus de stimuler la pratique du sport par les masses, mais de développer parmi les masses le chauvinisme de l'esprit de compétition...

## MJC de Rennes

# UNE LUTTE VICTORIEUSE

Dans notre No 382 du jeudi 4 décembre 1975, nous relations les menaces de licenciement d'un animateur d'une Maison des jeunes et de la culture de Rennes : contre l'avis de l'ensemble des adhérents de sa maison et sur proposition du chef du personnel de la Fédération régionale des MJC sous prétexte d'erreurs de gestion.

Quand on sait que cet animateur est syndiqué CFDT et que ce chef du personnel est à la CGT, on s'étonne de l'acharnement mis pour se débarrasser de cet animateur !

Quand on sait que malgré l'avis d'une commission paritaire où siégeaient des représentants de la CGT, ce même délégué régional qui se doit de respecter l'avis et les décisions des instances de la Fédération, s'acharne de plus belle sur cet animateur : que faut-il en penser ?

A l'initiative d'élus sincères de cette Fédération des MJC, le Conseil d'adminis-

tration régional a nommé une commission d'experts afin de vérifier l'accusation du chef du personnel. Un administrateur assistant à une assemblée générale de la maison de Rennes a été convaincu de la solidarité des responsables de la MJC grâce à leur fermeté et leur unité, les administrateurs de la FRMJC s'opposant au bureaucratisme, aux pleins pouvoirs du délégué régional, s'opposant à la fausse démocratie prônée par ces représentants de la CGT, ont remporté une victoire : l'animateur n'est pas licencié. Il est titularisé dans son poste avec effet rétroactif !

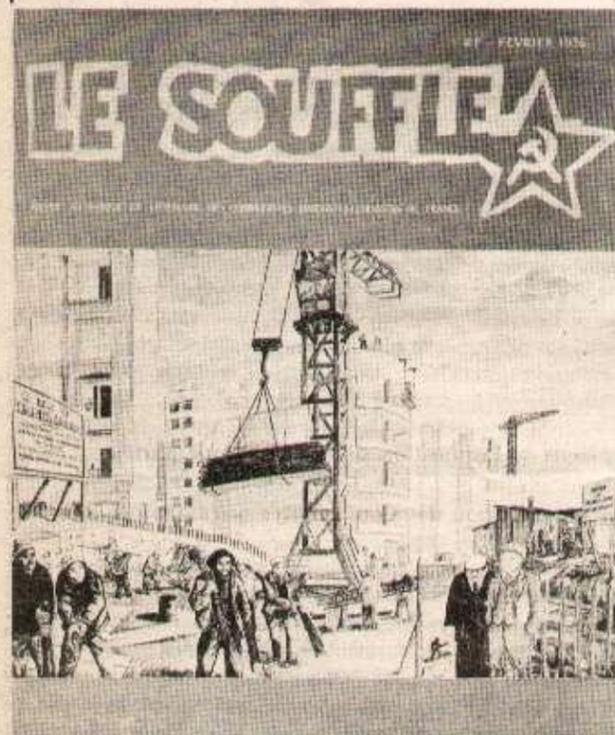
Il est possible de s'opposer aux actions bourgeoises au sein des associations culturelles en unissant le maximum de monde à la base et dans l'action et en soutenant ceux qui s'affrontent aux manœuvres du PCF et de ses alliés objectifs dans les conseils d'administration de ces associations.

Un adhérent des MJC.

RECTIFICATIF :

Dans notre édition on pouvait lire, dans l'entretien avec Serge Leperon et Jean Narboni que «le PCF et l'Humanité» avaient «été prévenus en personne par des représentants palestiniens». Or, c'est une erreur d'interprétation des propos des cinéastes de la part des rédacteurs de la page. Ce sont les membres du Groupe Cinéma Vincennes qui avaient prévenu le PCF et L'Humanité.

Vient de paraître



3

Ce numéro vaut 4 francs. L'abonnement pour un an est de 16,00 F. 24,00 F en pli fermé et 20,00 F en soutien. En vente bientôt aux librairies : Les Herbes sauvages 70 Rue de Belleville 75020 Paris — La Force du livre 33 Rue René Leynaud 69001 Lyon — Le Sél de la terre 4 Rue Mal Foch 22000 Saint-Brieuc. Adresse : Humanité rouge (Front culturel) BP 61 75861 Paris Cedex 18.



Un atelier de couture de l'OLP au Liban (photo du film).

## L'OLIVIER

— QUI SONT LES PALESTINIENS ?  
A PARTIR DU 3 MARS  
CINÉMA LE MARAIS  
20 RUE DU TEMPLE PARIS 4<sup>e</sup>  
(METRO TEMPLE OU HOTEL DE VILLE)  
PERMANENT DE 14 A 24 HEURES  
(LIRE ARTICLE EN PAGE 7)

# L'Humanité Rouge

## Etats-Unis

### INTERVIEW DE MICHAEL KLONSKY Président de la Ligue Octobre (ml)

De notre correspondant aux USA, Michel Bataille

Aux États-Unis, en plein cœur de la superpuissance impérialiste américaine pourrissante, de jeunes forces marxistes-léninistes sont apparues ces dernières années pour combattre les préparatifs de guerre impérialiste et préparer la révolution prolétarienne. Pour permettre à nos lecteurs de mieux comprendre ce phénomène nouveau exaltant et qui témoigne de la jeunesse inépuisable du marxisme-léninisme, nous avons demandé à notre correspondant aux USA d'interroger des camarades américains. Voici ce qu'il nous a transmis.

**HR :** Michael Klonsky, tu es secrétaire général de «October League (m.l.) ; peux-tu nous raconter l'histoire de ton organisation et définir pour nous sa ligne politique générale.

**MK :** La «Ligue Octobre» a commencé en fait son activité en 1971. Elle regroupait à l'époque non seulement des activistes venus du mouvement étudiant, mais également des militants ayant participé aux luttes pour les droits civiques des Afro-américains, et d'autres venus du mouvement ouvrier.

L'étude du marxisme-léninisme a été le moyen pour le groupe de tirer de justes analyses et conclusions de leurs luttes passées.

Depuis la dégénérescence révisionniste du Parti communiste des États-Unis, à la fin des années 50 jusqu'à aujourd'hui, s'est déroulée une longue période où toutes les luttes spontanées populaires étaient soit vouées à l'échec, soit n'aboutissaient qu'à des réformes partielles, ou à des concessions à cause de l'absence de direction marxiste-léniniste.

Les années 60 furent le théâtre de formidables soulèvements et vagues de protestations, principalement contre la guerre d'agression en Indochine, et contre l'oppression dont les Noirs et autres minorités nationales étaient victimes.

D'un autre côté, ce fut une époque de calme relatif pour la classe ouvrière, et la plupart de ces mouvements de révoltes spontanées parmi la jeunesse et les forces antigerre, ne réussirent pas à se lier au prolétariat, principalement à cause de l'absence d'un Parti communiste (m.l.) authentique.



«Reprendre les aspects positifs du Parti des Panthères noires...»

Le mouvement étudiant qui, lui aussi, manquait cruellement d'une direction marxiste-léniniste, avait rassemblé en 1969 jusqu'à 70 000 membres au sein de son organisation la plus large, le SDS (Students for Democratic Society), qui éclatait peu après, à la suite de nombreuses contradictions internes.

C'est alors que beaucoup de militants actifs à cette époque commencèrent à

quitter le mouvement étudiant pour chercher du travail en usine, et commencer à étudier le marxisme-léninisme. Ainsi se formèrent les premiers «collectifs marxistes-léninistes» à travers le pays. Ceux-ci étaient tous d'accord sur la nécessité de construire un Parti marxiste-léniniste, sur la nécessité de développer une direction marxiste-léniniste, mais très peu d'entre nous savaient comment s'y prendre.

La «Ligue Octobre» forma ainsi un de ces collectifs à Los Angeles en 1972, et s'unifia avec une autre organisation appelée la «Ligue communiste de Georgie», les deux groupes adoptant le titre «Ligue Octobre (m.l.)». En l'espace de deux années, le groupe s'était renforcé jusqu'à prendre des proportions nationales. Il publiait son propre journal, et commençait à développer un programme visant à la construction du Parti qui, nous l'espérons, verra le jour dans les prochains mois.

**HR :** Pour revenir aux luttes des Afro-américains à la fin des années 50 et pendant les années 60, peux-tu nous dire ce qu'il est advenu du «Parti de la Panthère noire», et d'une façon générale, des organisations nationalistes noires ?

**MK :** Le peuple afro-américain des USA forme une nation opprimée dont la patrie historique se trouve dans les parties du Sud — terres des plantations — qui rassemblaient au siècle dernier la plupart des esclaves.

Et c'est à cause de la longue période historique de l'esclavage, que ce peuple a souffert une importante oppression nationale à la fois dans l'ancienne région esclavagiste du Sud, où il constitue une nation depuis bientôt 2 siècles, et dans les ghettos du Nord du pays, où les Afro-américains forment une minorité nationale.

L'histoire de la résistance de ce peuple remonte aux premières révoltes d'esclaves aux 17ème et 18ème siècles et se poursuit à l'époque de la reconstruction, puis de la guerre civile jusqu'au début de l'ère industrielle à la fin du 19ème siècle, et continue à la naissance du mouvement syndical jusqu'à aujourd'hui.

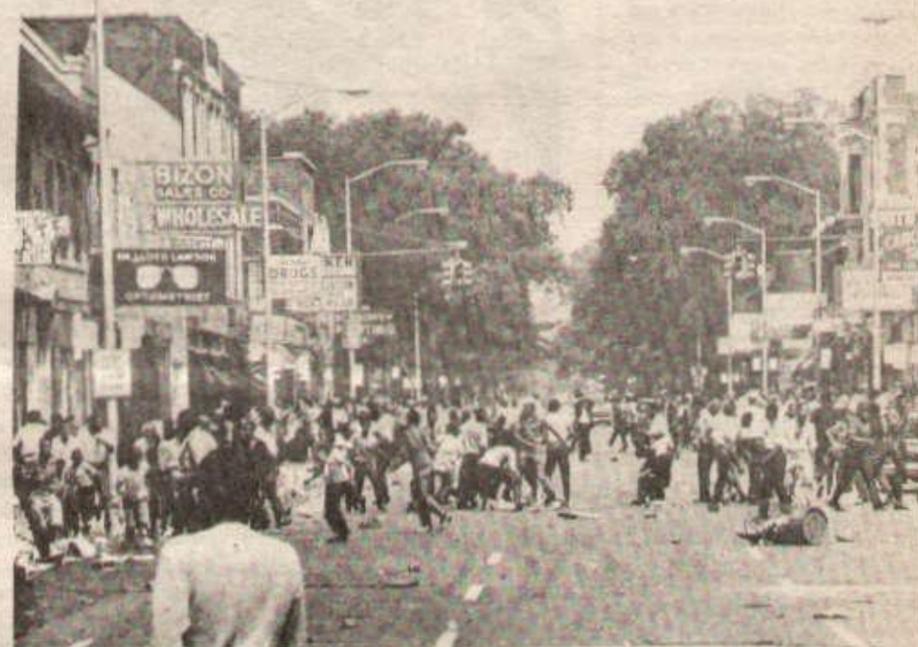
Ces différents mouvements ont toujours été caractérisés par la présence de sentiments révolutionnaires nationalistes parmi les masses, sentiments nés de la réaction à l'oppression nationale et à la discrimination raciale.

La fin des années 60 voit apparaître un formidable éveil du nationalisme à travers le pays, ainsi que de grandes luttes pour les droits civiques. C'était en fait un mouvement de masse très large, dirigé vers l'obtention de droits démocratiques comme le droit de vote, l'opposition à la ségrégation dans les services publics, et dans l'éducation, etc.

Deux tendances se dégagèrent rapidement de ce mouvement : la première était dirigée par des bourgeois réformistes, prêtres et apologistes de la «non-violence» — ceux-ci pensaient que l'égalité pour les noirs américains pouvait être acquise grâce à un certain nombre de réformes, au sein du système lui-même.

L'autre tendance, était par contre plus révolutionnaire. Elle devint par la suite l'inspiratrice du «Mouvement pour le pouvoir noir» et aida à organiser des groupes tels que SNCC (Student non-violent coordinating comity) c'est-à-dire Comité de coordination des étudiants non-

te prioritairement au sein des usines et aux endroits de production, doit pouvoir rassembler l'avant-garde de la classe ouvrière et de toutes les minorités nationales, et doit enfin être guidé par la théorie révolutionnaire la plus avancée. C'est-à-dire le marxisme-léninisme pensée-maotsetoung.



Manifestation violente des Afro-américains de Détroit en 1967 (photo Keystone).

violents, et le «Black panther party» Parti de la Panthère noire.

Le mouvement pour les droits civiques des années 60, et le mouvement du pouvoir noir, bien qu'ayant remporté de notables victoires eut cependant beaucoup de limitations. Il ne fut jamais capable de se lier aux luttes de la classe ouvrière et de construire une organisation multi-nationale sous direction prolétarienne, condition nécessaire pour guider la libération des Afro-américains.

Le Parti de la Panthère noire s'est formé consécutivement aux expériences et analyses des forces et des faiblesses de ce mouvement. La caractéristique la plus importante du Parti fut d'avoir été la première organisation depuis la dégénérescence du P«C»USA, à répandre le marxisme-léninisme dans les masses noires. Au départ, le parti prit une position claire contre le révisionnisme du P«C»USA, et substitua à sa doctrine social-pacifiste et réformiste, un appel à la lutte armée révolutionnaire. Il mit en lumière le fait que le pouvoir politique ne pouvait venir que du canon d'un fusil et de la lutte des masses.

Mais le Parti de la Panthère noire eut également ses défauts. Le principal fut sa confusion idéologique, et ses faibles positions de classe. Plutôt que de s'implanter dans le prolétariat, l'organisation a considéré le Lumpen prolétariat comme étant la véritable avant-garde révolutionnaire et n'a pas réussi à construire le type de parti nécessaire au renversement du capitalisme monopoliste US. Ce parti doit être implan-

Si le Parti de la Panthère noire a pu revêtir certains de ces aspects, pendant un temps, il fut par la suite dominé par une ligne opportuniste de droite, abandonna ses principes révolutionnaires pour se concentrer sur les luttes électorales, prêcher le réformisme et le capitulationnisme.

Bien entendu, une des raisons de la capitulation de l'organisation fut la violence des attaques fascistes dont elle fut victime : assassinats de ses dirigeants, exil forcé, longues peines de prisons, etc. Mais le facteur décisif reste l'impuissance à se saisir d'une ligne et d'une théorie révolutionnaire, et à les mettre en pratique.

Nous avons beaucoup appris de cette expérience. Nous avons appris que le parti ne pouvait être qu'un parti multinational, rassemblant ouvriers blancs et noirs, mexicains américains et autres minorités nationales, et se devait de défendre le point de vue révolutionnaire du prolétariat, et non de la petite bourgeoisie ou du lumpen prolétariat. Parmi les leçons positives que nous avons tirées de ce mouvement, il y a certainement le fait que la Ligue octobre, et le parti quand il sera créé, devra porter une attention toute particulière à la lutte des Afro-américains, tout en apportant le marxisme-léninisme aux travailleurs des peuples opprimés et de toutes les minorités nationales. Nous essaierons de garder l'esprit révolutionnaire du Parti de la Panthère noire, tout en rejetant ses aspects négatifs.

(A suivre)